

Le Maire de la Commune d'AUBAS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212 et L.2213-1 ;

Vu le code de la route et notamment ses articles R. 110.2, R.411.2, R.411-25, R.413-3 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Considérant que le code de la route confie au maire le soin de fixer les limites de l'agglomération ;

Considérant que le même code définit l'agglomération comme « l'espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde » ;

### ARRÊTÉ

Article 1 : Les limites de l'agglomération de la Commune d'Aubas sont fixées comme suit :

- début d'agglomération : sur la voie communale n°2 du côté du pont à la limite des parcelles ZD25 et ZD24 (géolocalisation - longitude : 45,0843 ; latitude : 1,1916)
- fin d'agglomération : sur la voie communale n°2 vers Montignac au milieu du côté de la parcelle ZD17 (géolocalisation - longitude : 45,0800 ; latitude : 1,1907)
- fin d'agglomération sur la voie communale n°314 à l'intersection de la RD45 (géolocalisation - longitude : 45,0880 ; latitude : 1,1930)

Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3.

Article 2 : A l'intérieur de l'agglomération, la vitesse de circulation des véhicules à moteur est limitée à 50 km/heure. Toutefois, des dispositions plus restrictives, matérialisées par une signalisation adéquate, peuvent être prises dans certaines zones, compte-tenu des nécessités de sécurité routière.

Article 3 : La signalisation réglementaire est organisée et entretenue par les services techniques municipaux.

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la Commune d'Aubas.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 :

Monsieur le Maire d'Aubas, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Montignac, Monsieur le Chef de l'Unité d'Aménagement de Sarlat, Monsieur le Chef du Centre de Secours de Montignac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à AUBAS, le 7 juin 2019

Le Maire,  
Patrick GOURDON



AR. PREFECTURE

024-212400147-20190607-ARRETE466-DE  
Regu le 07/06/2019